
**La justice alimentaire comme réponse à la faim dans les paysages
alimentaires canadiens :**
**Comment un projet de glanage communautaire axé sur une praxis de
justice alimentaire peut remédier à la dépolitisation de l'insécurité
alimentaire**

Ailsa Beischer, étudiante, **et Jon Corbett**, Professeur Agrégé,
Institute for Community Engaged Research

Résumé :

De plus en plus, la faim et la malnutrition sont abordées à travers le prisme de la sécurité alimentaire. Or, selon nous, une série de processus contemporains ont contribué à dépolitiser ce concept. Par ailleurs, le « mouvement alimentaire alternatif » (*alternative food movement*), qui s'est développé en réponse à l'augmentation de l'insécurité alimentaire, n'a pas su traiter de façon adéquate les inégalités déjà profondément ancrées dans le système alimentaire, et, dans certains cas, en a produit de nouvelles. Par conséquent, la question de l'inégalité de l'accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive est restée en grande partie dans l'ombre. En s'appuyant sur l'exemple d'un projet de glanage communautaire élaboré en Colombie-Britannique, au Canada, cet article interroge la façon dont une « praxis » de justice alimentaire peut contribuer à renforcer les capacités communautaires afin d'influencer les politiques publiques d'aide alimentaire, tout en donnant plus de visibilité aux questions de justice alimentaire. Le concept de « praxis » est entendu ici comme unité de l'action et de la réflexion, mais aussi comme outil de transformation du monde. Nous avançons le postulat qu'une « praxis » de justice alimentaire, lorsqu'intégrée dans un projet communautaire tel que le Programme de récolte collaborative (*Collaborative Harvest Program*) à Kelowna en Colombie-Britannique, permet de développer des systèmes alimentaires démocratiques,

participatifs et équitables de façon beaucoup plus efficace que ne le fait la démarche dépolitisée de sécurité alimentaire.

Mots-clés :

Sécurité alimentaire, pauvreté alimentaire, néolibéralisme, mouvement pour une alimentation alternative, glanage.

I. Introduction

Le problème de la faim n'a guère de visibilité au Canada aujourd'hui. Communément, la faim et la malnutrition sont abordées à travers le prisme de la sécurité alimentaire, soit « une situation caractérisée par le fait que toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine » (FAO, 2014, p. 50). Cependant, l'augmentation du taux de pauvreté alimentaire dans un contexte de restructuration néolibérale du système alimentaire mondial, les coupes dans les programmes de sécurité sociale au niveau national, le développement subséquent de l'aide alimentaire caritative, et l'émergence de mouvements locaux pour une alimentation ciblée ont miné l'efficacité politique de la démarche de sécurité alimentaire. Nous utilisons volontairement dans cet article la notion de pauvreté alimentaire comme cadre conceptuel alternatif pour décrire les causes systémiques de la faim. Nous mettons d'abord en perspective le processus d'invisibilisation de la question de l'inégalité de l'accès à une alimentation de qualité, dans un contexte où la démarche de sécurité alimentaire se trouve de plus en plus dépolitisée. Nous soutenons ensuite que si le « mouvement alimentaire alternatif » s'est développé en réponse à l'augmentation des taux d'insécurité alimentaire (Heldke, 2009), son incapacité à se détacher de cette démarche inefficace et à négocier un programme plus axé sur la justice sociale contribue à invisibiliser les inégalités alimentaires, tout en en produisant de nouvelles. À partir du

cas canadien, nous montrons que l'alimentation est un moyen politique qui permet de faire apparaître les questions de justice sociale et de démocratie alimentaire dans nos paysages alimentaires (*foodscapes*). Pour ce faire, nous examinons la façon dont un projet de glanage agricole étroitement lié à un Conseil de politique alimentaire (*Food Policy Council*) dans la vallée de l'Okanagan, en Colombie-Britannique, s'est engagé dans une praxis de justice alimentaire qui vise à faire sortir de l'ombre les problèmes de pauvreté et d'inégalité alimentaires, se faisant ainsi le précurseur d'une démocratie alimentaire équitable et d'une transformation politique plus large.

II. Méthodologie

Cette étude est en grande partie le fruit d'une nécessité pragmatique : celle éprouvée par la communauté de Kelowna, en Colombie-Britannique, de lutter contre les inégalités sociales dans un contexte de pauvreté alimentaire croissante. Nous commençons par une revue de la littérature qui permet de contextualiser le processus de dépolitisation de la démarche de sécurité alimentaire, et d'ancrer l'analyse dans un corpus émergent de travaux consacrés à la justice alimentaire. Ensuite, à partir d'un mélange de travaux publiés, de rapports locaux, d'articles de presse, de communications personnelles, et de données issues de notre enquête en cours, nous nous penchons sur le Conseil de politique alimentaire local et sur le projet de glanage communautaire. Dans le cadre de notre enquête, qui s'appuie sur les principes de la recherche-action participative et communautaire, nous avons organisé un groupe de discussion avec des décideurs clés œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire, réalisé six projets *photovoice*, et mené des entretiens semi-directifs avec des participants se définissant comme souffrant d'insécurité alimentaire. Lancée au mois de juin 2015, notre enquête est toujours en cours compte-tenu des obstacles multiples et complexes rencontrés par les personnes souffrant d'insécurité alimentaire. Notre enquête a révélé à ce jour qu'un obstacle important relève des problèmes de santé liés à une mauvaise alimentation. Notre étude

du projet de glanage et de la justice alimentaire s'appuie par ailleurs sur les résultats expérimentaux issus du travail d'Ailsa Beischer en tant que coordinatrice du projet de glanage effectué dans le cadre de l'enquête en cours.

III. La dépolitisation de la faim

Le problème de la faim a fait l'objet de l'attention internationale pour la première fois en 1933. Toutefois, il a fallu attendre la crise alimentaire mondiale des années 1970, caractérisée par une augmentation sans précédent du coût des aliments de base, pour que le terme de « sécurité alimentaire » soit inventé (Allen, 2009). L'acte de définition de la sécurité alimentaire lors de la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974 a eu son importance, car ainsi le droit inaliénable d'être libéré de la faim était reconnu sur la scène internationale et le rôle de l'Etat dans la garantie de ce droit identifié (Allen, 1999b). Plus récemment, la sécurité alimentaire a été réaffirmée dans le cadre des Objectifs de développement durable et l'agenda post-2015 comme le « droit à une alimentation adéquate » (FAO, FIDA, WFO, 2015). Néanmoins, malgré les déclarations et les discours présentés lors des sommets mondiaux et des conventions internationales, et malgré la constante réaffirmation par les gouvernements du droit à l'alimentation, certains considèrent que la question de l'insécurité alimentaire est de plus en plus dépolitisée, alors même que les taux de faim demeurent un grave problème de société et de santé publique (Riches, 1999 ; Jacques, 2015). La faiblesse des efforts déployés au cours des dernières décennies pour lutter contre la faim et la pauvreté porte à croire que l'égalité de l'accès à une alimentation adéquate n'est pas perçue comme un sujet de préoccupation politique dans les pays riches (Riches, 2011 ; Jacques, 2015).

Insécurité et pauvreté alimentaires au Canada

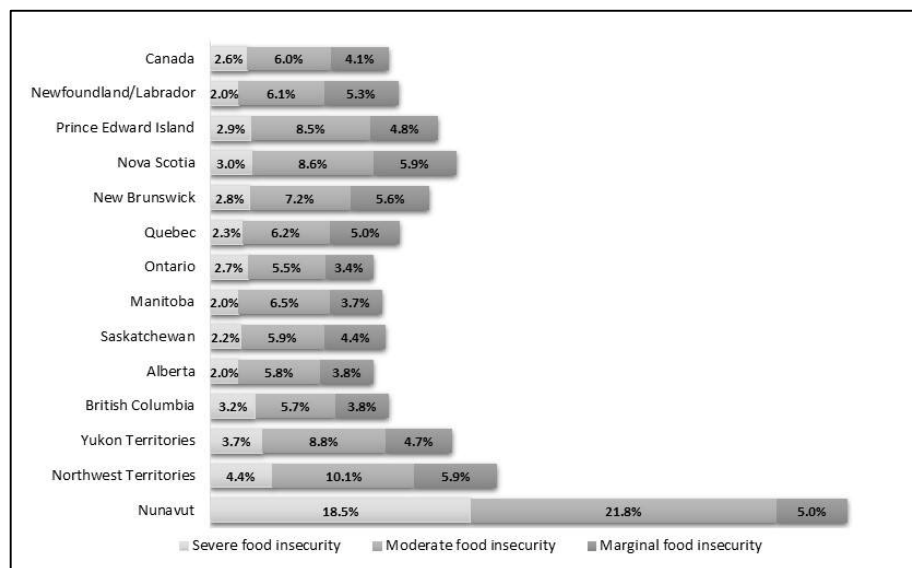
L'aggravation de la pauvreté alimentaire depuis les années 1980 peut être considérée en grande partie comme le fait du néolibéralisme, une idéologie qui influence la

gouvernance politique et économique et qui préconise le développement continu des relations de marché avec des coupes importantes dans les programmes sociaux (Larner, 2000). Ces mesures ont édulcoré la dimension politique de la sécurité alimentaire en transformant les gens en individus consommateurs autocentrés, plutôt qu'en citoyens engagés et socialement responsables qui exigent de leur gouvernement de répondre aux besoins alimentaires de chacun (Riches, 2011). Au Canada, la persistance actuelle de l'insécurité alimentaire trouve sa source dans les niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité créées et entretenues par les politiques néolibérales.

Bien que les pays riches soient rarement touchés par les crises alimentaires massives et prolongées (qui se manifestent le plus souvent par la famine et la sécheresse), « l'accès inadéquat à l'alimentation constitue une menace répandue, profonde, et sérieuse pour la santé et le bien-être de la population dans son ensemble et des enfants en particulier » (Heldke, 2009, p. 213). Selon le rapport *Insécurité alimentaire des ménages au Canada*, 4 millions de personnes ont connu l'insécurité alimentaire en 2012, ce qui se traduit par le fait d'acheter des aliments bon marché et pauvres en éléments nutritifs, de sauter des repas, voire de passer des jours sans manger (Tarasuk, Mitchell, Dachner, 2014). Lors d'une mission spéciale visant à examiner la façon dont le droit à une alimentation adéquate est mis en œuvre au Canada, le Rapporteur spécial de l'ONU a pu constater que beaucoup de ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire sont susceptibles d'appartenir à des groupes vulnérables ou marginalisés : les ménages à faible revenu, les personnes bénéficiant de l'aide sociale, les ménages locataires de leur logement, les familles monoparentales dont le parent est une femme, les autochtones vivant hors réserve, et les nouveaux immigrants (De Schutter, 2012). L'un des exemples les plus honteux est sans doute celui des ménages autochtones vivant dans le Nord canadien, qui présentent un taux d'insécurité alimentaire deux fois plus élevé (27 %) que la moyenne canadienne (12 %) (Council of Canadian Academies, 2014). Ces taux de pauvreté alimentaire alarmants sont dus en partie à la restructuration néolibérale du système alimentaire mondial, qui a constamment sapé le droit à l'alimentation et miné

l'efficacité politique de la démarche de sécurité alimentaire. En conséquence, le discours politique ne se penche aujourd'hui que rarement sur cette injustice sociale.

Figure 1 : Insécurité alimentaire des ménages au Canada, par province.



Légende : Insécurité alimentaire grave - Insécurité alimentaire modérée-Insécurité alimentaire faible (source : Tarasuk, Mitchell, Dachner, 2014)

Restructuration néolibérale du système alimentaire mondial

Au cours des dernières années, les obstacles à l'accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive ont été associés au phénomène unique de la restructuration néolibérale du système alimentaire mondial : trop d'aliments de mauvaise qualité (Holt-Gimenez, 2012 ; Jacques, 2015). Grâce aux progrès technologiques rapides réalisés dans le domaine de l'agriculture ces 70 à 80 dernières années, la quantité de nourriture produite sur la planète peut maintenant couvrir une fois et demie les besoins alimentaires de la population mondiale (Holt-Gimenez, 2012). Pourtant, un nombre croissant de personnes souffrent de malnutrition ou sont en surpoids en raison de la surproduction d'aliments

bon marché, saturés en sucre, en sel, en graisse, en amidon, en colorants et conservateurs artificiels, et en résidus de pesticides. Ces aliments pauvres en éléments nutritifs sont faciles d'accès en raison de ce que Jacques (2015) appelle « l'environnement réglementaire laxiste, souvent conçu par des entreprises, du néolibéralisme » (p. 432), qui privilégie la grande industrie agroalimentaire, les subventions et les accords commerciaux transcontinentaux (Slocum 2007 ; Morales, 2011 ; Donald et Blay-Palmer, 2006). Si les statistiques actuelles présentées dans le rapport *L'Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015* révèlent que le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde a diminué de 147 millions au cours de la dernière décennie (FAO, 2015), elles ne tiennent pas compte de la malnutrition systémique, à savoir l'épidémie généralisée d'obésité dans certaines régions (et, paradoxalement, la faim disproportionnée dans d'autres), les maladies cardiaques, le diabète, et le cancer (Rosset, 2006 ; Slocum, 2007). Certes, l'insécurité alimentaire mondiale a été reconnue comme une question essentielle du vingt-et-unième siècle (Riches, 2011 ; FAO, 2015 ; Jacobson, 2007) ; or, les arguments en faveur d'un accroissement de la production alimentaire (BASF Agro, 2010 ; Foley, 2011 ; Foley *et al.*, 2011 ; John Deere 2012 ; Monsanto, 2009 ; Patel, 2011, *in* Cadieux et Slocum, 2015, p. 3) montrent que la question systémique de l'accès à une alimentation adéquate est restée dans l'ombre, ne trouvant aucune place dans le discours politique. Comme Vandana Shiva (2008) l'indique, « la tragédie de l'agriculture industrielle mondialisée, c'est qu'au moment même où les marchés des produits de base se développent, des gens meurent de faim » (p.127).

Désengagement de l'Etat et accroissement de l'aide alimentaire d'urgence

Au niveau de l'Etat, les coupes drastiques dans les programmes d'aide sociale ont édulcoré encore davantage le concept de sécurité alimentaire. Plus précisément, le droit à l'alimentation a été sapé par la privatisation de la gestion de l'aide sociale, des critères d'attribution plus stricts, la réduction de prestations déjà insuffisantes, et, en Colombie-

Britannique, le refus d'accorder des prestations à ceux qui ont été reconnus coupables de fraude à l'aide sociale (Riches, 2002 ; Mirchandani et Chan, 2005). Plutôt que d'assurer une protection constitutionnelle ou juridique du droit à l'alimentation, les décideurs ont transféré la responsabilité de l'État au secteur de l'aide alimentaire d'urgence, s'appuyant sur les bénévoles et sur la charité pour combler les lacunes et accordant un faible financement à ce secteur (De Schutter, 2012 ; Allen, 1999a ; Alkon, 2013). Par conséquent, les programmes d'aide alimentaire d'urgence sont devenus les « prolongements secondaires de filets de protection sociale affaiblis » (Riches, 2002, p. 648).

Les banques alimentaires - ces entrepôts centralisés où les surplus de nourriture sont collectés, stockés, puis distribués gratuitement aux personnes qui ont faim - constituent sans doute la forme la plus répandue d'aide alimentaire en Amérique du Nord (Wakefield *et al.*, 2012). La première banque alimentaire canadienne qui a ouvert à Edmonton, en Alberta, en 1981, se voulait une opération de secours temporaire pour affronter la récession des années 1980 (Tarasuk, 2001). Or, le nombre de banques alimentaires n'a cessé de croître depuis, et la demande d'aide alimentaire « a atteint un niveau jamais vu depuis la Grande Dépression des années 1930 » (Tarasuk, 2001, p. 488). Selon le rapport *Bilan-Faim* de 2014, plus de 841 000 Canadiens dépendent des banques alimentaires chaque mois (ACBA, 2014). Environ 30 % des banques alimentaires au Canada se sont déclarées incapables de faire face à la demande croissante de nourriture, et ce, parce que les prestations de l'aide sociale n'ont pas augmenté avec le coût de la vie au cours des vingt dernières années (ACBA, 2014). Par exemple, les prestations d'aide sociale se situent à CAN \$ 10 000 (6309 €) en deçà du niveau de vie minimum décent estimé à CAN \$ 17 813 (11 233€) par an pour un adulte seul (ACBA, 2014). Une étude menée par Goldberg et Green (2009) a par ailleurs montré qu'une réduction des prestations d'aide sociale de 10 % conduit à une augmentation du recours aux banques alimentaires de l'ordre de 14 %. Aussi les coupes dans l'Etat-providence sont-elles directement corrélées à la pauvreté alimentaire.

Bien que les banques alimentaires soient maintenant admises comme une forme courante de remède d'urgence contre la faim (Riches, 2002), elles ne peuvent résoudre le problème de la pauvreté alimentaire. Elles ont par ailleurs été critiquées pour l'insuffisance nutritionnelle des aliments qu'elles offrent, leur incapacité à faire face à la demande croissante, et le manque de dialogue avec leurs utilisateurs sur les besoins et les désirs de ceux-ci (Poppendieck, 1999). Les conséquences les plus néfastes pour les bénéficiaires des banques alimentaires sont l'atteinte à la dignité humaine au moment de recevoir la charité et l'érosion de la cohésion sociale. Une participante à notre enquête relate ainsi son expérience :

« Ça a laissé des cicatrices émotionnelles. Même encore aujourd'hui, au moment où je vous parle, j'ai une réaction physique quand je me rappelle la première fois où je suis allée faire la queue dans une banque alimentaire. C'est lié à un sentiment de honte épouvantable. Un sentiment qui ne disparaît jamais vraiment. Dix ou quinze ans plus tard, quand je vais à la banque alimentaire parce que je sais que c'est la seule façon que j'ai de nourrir mon enfant correctement et de me maintenir en assez bonne santé pour pouvoir prendre soin de lui, [je ressens le] même sentiment de honte et de culpabilité ».

Les critiques font valoir en outre que les personnes les plus susceptibles de faire du bénévolat au sein d'initiatives de lutte contre la faim font partie des classes moyennes, ce qui rend impossible une situation d'égalité, en créant des dichotomies entre les participants telles que donateurs et bénéficiaires, puissants et faibles, compétents et incompétents, dignes et indignes, ceux qui définissent les conditions ou les règles et ceux qui s'y conforment (Poppendieck, 1999 ; Wakefield *et al.*, 2012 ; Welsh et MacRae, 1998). Le stigmatisme lié à l'utilisation des banques alimentaires indique clairement que celles-ci constituent un mode d'accès à l'alimentation à la fois inéquitable et éprouvant. Et pourtant, pour les donateurs comme pour les bénévoles, distribuer des boîtes de conserve est devenu une pratique culturellement et publiquement acceptable (Riches, 2011).

Plus précisément, Poppendieck (1999) et Riches (2002) affirment tous deux que les

banques alimentaires ont pris en charge l'alimentation de ceux et celles qui souffrent de la faim dans une période de désengagement de l'Etat, devenant ainsi une composante essentielle de l'Etat fantôme (Wakefield *et al.*, 2012 ; Mitchell, 2001). Ce dernier implique le remplacement des services publics par des initiatives privées ou à but non lucratif dans le cadre du projet néolibéral de réduction du rôle de l'Etat, lequel cesse alors d'assurer la prestation des services sociaux (Peck et Tickell, 2002). Aussi l'aide alimentaire d'urgence contribue-t-elle de façon significative à atténuer les conséquences les plus graves de la faim, de même qu'à prévenir l'agitation sociale. Or, le fait que l'utilisation des banques alimentaires au Canada ait augmenté de 25 % depuis 2008 (ACBA, 2014) indique que celles-ci ont été incapables de répondre de façon adéquate à la pauvreté alimentaire, et qu'elles sont, en fin de compte, l'expression de l'échec de l'Etat à respecter, protéger et mettre en œuvre le droit à l'alimentation (Riches, 2002). Par conséquent, la question de justice politique et sociale qu'est l'inégalité de l'accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive demeure en grande partie invisible dans nos paysages alimentaires.

Le « mouvement alimentaire alternatif »

Au cours des dernières années, les critiques du système alimentaire mondial ont identifié les injustices que subissent de longue date les travailleurs pauvres, les communautés autochtones, les minorités, et les autres groupes marginalisés (Gottlieb et Joshi, 2010). En outre, la littérature scientifique a mis en évidence le fait que la démarche de sécurité alimentaire est incapable de répondre de façon équitable aux besoins nutritionnels de tous et de toutes (Helkde, 2009 ; Tarasuk, 2001 ; Wakefield *et al.*, 2012 ; Riches, 2011). Ces discussions ont donné naissance au « mouvement alimentaire alternatif », qui encourage les consommateurs à choisir des aliments frais, locaux et souvent biologiques, plutôt que des aliments produits et transformés industriellement (Guthman, 2011 ; Heldke, 2009). Nous traitons de ce nouveau mouvement ci-après.

Bien qu'il soit large, hétéroclite, et composé de nombreux sous-groupes (Alkon, 2013), le

« mouvement alimentaire alternatif » est apparu avec pour objectif principal d'établir « un (ou des) système(s) alimentaire(s) régénératif(s) » pour aider les gens à « contrôler, comprendre et modifier leur alimentation » (Werkheiser et Noll, 2014, p. 202). L'alimentation est ici comprise dans un paradigme d'ancrage local devant conduire à une dissociation du système alimentaire mondial (Levkoe, 2014). Des adjectifs tels que « alternatif », « spécialité », « qualité », et « local » ont été au cœur de nouveaux débats sur la façon d'appréhender les systèmes alimentaires, tandis que des slogans comme « nous avons le choix », « c'est un choix que nous devons faire », et « votez avec vos fourchettes, trois votes par jour » sont devenus la norme dans le « mouvement alimentaire alternatif » (Donald et Blay-Palmer, 2006 ; Dixon, 2014). Cependant, ce discours axé sur « l'alimentation-est-un-choix-personnel » est inadéquat car il présuppose que manger des aliments locaux et nutritifs est un choix alimentaire accessible à tous et à toutes (Werkheiser et Noll, 2014 ; Slocum, 2007). En ignorant les contraintes structurelles de l'accès à l'alimentation et l'expérience vécue de la faim, de la pauvreté, et de la privation de droits chez ceux et celles qui n'ont pas la possibilité de « voter avec [leur] fourchette », le « mouvement alimentaire alternatif » n'a pas su remédier aux inégalités déjà profondément ancrées dans le système alimentaire, et, dans certains cas, a même perpétué l'inégalité de l'accès à l'alimentation (Levkoe, 2014 ; Werkheiser et Noll, 2014). De fait, il reste encore à examiner la façon dont ce mouvement a créé des espaces d'exclusion fondés sur les constructions discursives de la race, la classe, le genre, l'origine ethnique, la nationalité, l'âge et la capacité (Guthman, 2011 ; Slocum, 2007). Les critiques considèrent que les appels du « mouvement alimentaire alternatif » à « se mettre en forme et à manger correctement [...] occultent le fait que tout le monde n'a pas accès à tous les rayons des produits » (Spicher, 2004, p. 3). Par ailleurs, « si les riches du vingt-et-unième siècle suivent un régime, font de l'exercice, et achètent des aliments produits localement, les pauvres font les frais d'un système agricole et alimentaire qui a mal tourné » (Spicher, 2004). Malgré les avancées du « mouvement alimentaire alternatif », les personnes aux revenus limités ont généralement recours à une alimentation bon

marché et pauvre en éléments nutritifs pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Bien que le « mouvement alimentaire alternatif » ait émergé en opposition au système alimentaire mondial et aux insuffisances de la démarche de sécurité alimentaire, il ne s'est pas réellement extirpé de cette démarche et propose une interprétation limitée des inégalités multiformes et entrecroisées qu'on observe dans les systèmes alimentaires, à la fois au niveau mondial et au niveau local. Nous proposons au contraire de reconceptualiser le « mouvement alimentaire alternatif » comme fondement essentiel à partir duquel l'insécurité alimentaire pourra être recadrée dans une perspective de justice sociale, et ce, afin de promouvoir des systèmes alimentaires participatifs et équitables.

La justice alimentaire comme réponse à l'insécurité alimentaire

Selon Young (1979), le concept de justice sociale renvoie à la place et au soutien qu'une société est prête à accorder aux « conditions institutionnelles nécessaires au développement et à l'exercice des capacités individuelles, ainsi qu'à la communication et la coopération collective » (Young, 1990, p. 39). Dans un contexte de pauvreté alimentaire, la justice sociale devient « justice alimentaire », ce qui engendre une langue nouvelle et plus riche pouvant rendre compte des espaces de marginalisation et d'exclusion des paysages alimentaires (Gottlieb et Joshi, 2010). La « justice alimentaire » telle que définie par le *Community Alliance for Global Justice* (2013) est « le droit de toutes les communautés de produire, distribuer, et manger de bons aliments sans distinction de race, de classe, de genre, d'origine ethnique, de nationalité, de capacité, de religion ou d'appartenance communautaire. Une bonne alimentation est saine, locale, durable, culturellement appropriée, humaine, et produite dans le but d'assurer la subsistance des personnes et de la planète ». En bref, la justice alimentaire est une réponse à des inégalités alimentaires, et donc de revenus, qui sont profondément ancrées et découlent de politiques inadéquates. Cette démarche tente de questionner et de transformer les systèmes alimentaires en s'interrogeant sur le où, le quoi et le

comment de la culture, de la production, du transport, de la distribution et de la consommation des aliments (Gottlieb et Joshi, 2010).

La justice alimentaire est une notion émergente, et fait donc encore l'objet de plusieurs définitions, soit comme théorie, soit comme outil symbolique ou politique, ou encore comme revendication de la part de différents groupes ou forces sociales présentant des objectifs ou intérêts divers (Lang et Heasman, 2004 ; Community Alliance for Global Justice, 2013 ; Gottlieb et Joshi, 2010 ; Just Food, 2010 ; Loo, 2014). Gottlieb et Joshi (2010) soulignent que la justice alimentaire permet d'ouvrir de nouvelles voies de changement social et politique, tout en jouant un rôle important dans la promotion d'une vision plus large de l'alimentation en tant que droit humain. Dans cette optique, nous soutenons qu'une *praxis de justice alimentaire* constitue l'utilisation la plus porteuse de cette idée. Le terme « praxis » renvoie à « l'unité de la théorie/réflexion et de la pratique/action dans le cadre d'une lutte consciente pour transformer le monde » (Wakefield, 2007, p. 331). En tant que dynamique réflexive et située, la praxis offre les outils permettant de collaborer avec les groupes marginalisés et de créer une expérience de recherche collective qui réponde aux objectifs ou aux besoins de ces derniers (Wakefield, 2007). Lorsqu'elle est intégrée concrètement dans la communauté, la praxis de justice alimentaire aide à développer des systèmes alimentaires démocratiques et équitables de façon beaucoup plus efficace que ne le fait la démarche dépolitisée de sécurité alimentaire.

IV. Projet de glanage communautaire à Kelowna, Colombie-Britannique

L'injustice alimentaire à Kelowna

Nous étudions ici la question de la nécessité d'une plus grande inclusion des principes de justice dans le « mouvement alimentaire alternatif » à partir de l'exemple d'un projet de glanage à Kelowna, Colombie-Britannique, au Canada. Ces dernières années, cette

ville de taille moyenne située dans la vallée de l'Okanagan est devenue un centre régional pour des initiatives alimentaires alternatives ainsi qu'une « destination pour gourmets [*foodies*] à part entière » (Michaels, 2014). Cette transformation se traduit par un nombre croissant d'épiceries spécialisées, de petites entreprises et de fermes vendant des produits biologiques locaux généralement onéreux, mais aussi par l'essor de la culture du vin et du concept de « de la ferme à la table » (*farm-to-table*) - où les convives peuvent s'offrir des plats chers faits à base de produits dont l'origine peut être retracée jusqu'à des fermes et des vergers locaux (Michaels, 2014). Si ces nouvelles tendances reflètent le développement d'un système alimentaire alternatif qui propose de nouveaux modes d'accès à l'alimentation à Kelowna, elles ciblent un groupe de niche, répondant aux goûts de citoyens et de touristes qui proviennent des classes moyennes et supérieures blanches.

Historiquement, Kelowna était une petite communauté rurale spécialisée dans l'élevage, la foresterie et la production de fruits (Aguiar, Tomic, Trumper, 2005). Jusqu'à récemment, c'était une enclave de l'empire britannique caractérisée par de fortes racines coloniales, un passé entaché par le déplacement des autochtones, et un dédain manifeste envers les populations non-blanches. Depuis les années 1980, la ville a été reconçue et imaginée comme un lieu de retraite idéal, une aire de jeux, un site pour les technologies de pointe, et, enfin, un lieu de « blanchitude », de « mêmété » et de « familiarité » (Aguiar *et al.*, 2005). Le site internet de la Ville de Kelowna illustre bien certaines de ces tendances, puisqu'il met en avant les restaurants gastronomiques, les boutiques exclusives du centre-ville, les vergers, les vignes et dégustations de vin dans des vignobles de renommée mondiale, les terrains de golf, les stations de ski, ainsi que les activités de canotage, de baignade ou de pêche (City of Kelowna, 2009). D'autre part, Kelowna est tristement célèbre pour « ses campagnes d'assainissement urbain et sa gentrification visant à purifier les espaces publics » et donc à effacer la différence (Holmes, 2012, p. 225). Dans la mesure où seulement 6 % de la population de Kelowna s'identifie comme membre d'une minorité visible (contre 27 % en Colombie-Britannique

et 19 % à l'échelle nationale) et seulement 4,5 % comme autochtone (Statistics Canada, 2013a ; Central Okanagan Foundation, 2013), l'intolérance à la différence parmi les résidents de la ville est particulièrement évidente. De ce fait, à Kelowna, ce sont les discours du conservatisme chrétien, les attitudes colonialistes blanches, et la promotion de normes sociales issues des classes moyennes et supérieures qui construisent le droit ou le déni de l'accès aux bénéfices de la société (Holmes, 2012).

Une fois projetés sur les paysages alimentaires locaux, ces discours et ces pratiques invisibilisent la question de la faim, celle-ci étant manifestement absente du dialogue public ou politique à Kelowna. Or, malgré le développement évident, voire même ostentatoire, du « mouvement alimentaire alternatif » à Kelowna, l'accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive demeure une question essentielle pour beaucoup de gens : le recours aux banques alimentaires a augmenté de 4% à Kelowna et à West Kelowna, uniquement pour l'année 2014 (Jeffery, 2014). Au mois de mars 2014, 4000 résidents issus de ces deux communautés (qui présentent une population combinée de 148 000 habitants) dépendaient de la banque alimentaire pour subvenir à leurs besoins alimentaires, et plus d'un tiers de ces bénéficiaires étaient des enfants (Jeffery, 2014). Les chiffres réels sont probablement plus élevés car certains de ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire n'ont pas recours à la banque alimentaire (mais à des stratégies alternatives telles que le glanage, la fouille de poubelles ou le jardinage), ne sont pas éligibles à l'aide alimentaire (les travailleurs étrangers temporaires, les personnes sans domicile fixe), ou font appel à d'autres organismes d'aide alimentaire de la région (Beischer, en cours). Aucune statistique officielle n'existe sur la sécurité alimentaire à Kelowna ; néanmoins, 14,6 % de la population de la ville vit sous le seuil de pauvreté, contre 8,8 % à l'échelle nationale (Provincial Health Services Authority, 2014 ; Statistics Canada, 2013b).

L'augmentation de la pauvreté alimentaire à Kelowna est particulièrement préoccupante au vu de l'abondance agricole qui règne dans la région. Réputée pour ses raisins et ses pommes, Kelowna produit également plusieurs autres types de fruits, tels les cerises, les

abricots, les pêches, les poires et les prunes. En plus de son industrie fruitière bien établie, la communauté abrite de nombreuses fermes locales. Par ailleurs, il n'y a pas de pénurie d'aliments locaux frais et nutritifs dans la vallée de l'Okanagan (City of Kelowna, 2009). Or, ce qui est plus déconcertant encore que l'inégalité de l'accès à cette abondance de produits, c'est l'énorme gaspillage qui a lieu dans les champs et les vergers de la ville. Bien qu'aucune estimation officielle n'existe sur le gaspillage alimentaire, l'usine de conditionnement *BC Tree Fruits* à Kelowna considère que seulement 85 % des pommes cultivées dans la région sont amenées à l'usine, dont 10 %, soit un million de kilos de pommes, sont rejetées une fois arrivés, ce qui signifie qu'environ 25 % de toutes les pommes cultivées dans la région ne sont pas consommées. En outre, l'usine de conditionnement estime que le pourcentage de fruits gaspillés est probablement beaucoup plus élevé pour les fruits tendres comme les cerises, les abricots et les pêches (communication personnelle, 25 mars 2015). La ville étant historiquement et culturellement fondée sur l'agriculture, plusieurs maisons de Kelowna abritent un ou plusieurs arbres fruitiers sur leur terrain. Bien que les anecdotes relatées par les propriétaires d'arbres fruitiers témoignent d'une forte préoccupation pour le gaspillage de fruits, beaucoup n'ont ni le temps, ni la capacité, ni le désir d'en faire la cueillette. Selon les mots d'un propriétaire, « *je ne savais pas ce qu'on allait faire [des pommes], et je trouvais que les laisser simplement tomber au sol, c'était du gros gaspillage* » (Smith, 2014). Le taux de pauvreté alimentaire ainsi que le gaspillage alimentaire dans les vergers, les fermes et les jardins sont le reflet d'injustices systémiques et profondément ancrées qui persistent au sein du paradigme alimentaire alternatif en cours de développement à Kelowna.

Conseils pour une politique alimentaire et initiatives de glanage

L'injustice alimentaire trouve ainsi sa source dans la mondialisation, le désengagement de l'Etat, l'aide alimentaire d'urgence, mais aussi dans le « mouvement alimentaire alternatif ». Néanmoins, un nombre croissant d'initiatives a montré comment une praxis

de justice alimentaire peut être utilisée pour redonner de la visibilité à la pauvreté alimentaire au sein des communautés, et, ce faisant, pour engager les citoyens et repolitiser la question de l'alimentation. Les Conseils pour une politique alimentaire illustrent fort bien cette tentative de transformer les systèmes locaux par le biais d'une participation citoyenne et d'un engagement en faveur de l'équité et de la durabilité (Holt-Gimenez et Shattuck, 2011). Au Canada, le Conseil pour une politique alimentaire de Toronto se présente comme l'un des exemples les plus réussis à ce jour. En tant que sous-comité du Conseil de santé de Toronto, il est le seul Conseil pour une politique alimentaire en Amérique du Nord à avoir été intégré au sein d'un département municipal. En outre, sa Charte de l'alimentation a été utilisée par la ville comme guide pour la planification et la mise en œuvre de programmes visant à créer un système alimentaire socialement juste (Wekerle, 2004). Par conséquent, le Conseil pour une politique alimentaire de Toronto occupe une position stratégique lui permettant d'influencer les politiques publiques et de rassembler des intervenants issus de différents secteurs de l'alimentation, et ce, afin de créer des solutions qui assurent de façon durable le droit à l'alimentation. Le positionnement unique du Conseil pour une politique alimentaire de Toronto et l'adhésion de la municipalité à sa Charte de l'alimentation lui a exclusivement permis de construire un nouvel espace politique pour la justice alimentaire à Toronto.

Dans la mesure où ils agissent comme intermédiaires entre la communauté et les décideurs politiques, les Conseils pour une politique alimentaire sont de plus en plus considérés comme ayant la capacité d'amplifier les voix issues des marges, et de favoriser l'équité dans les systèmes alimentaires des communautés (McCullagh, 2012). En outre, les Conseils pour une politique alimentaire considèrent souvent que l'action et l'activité au sein des communautés peuvent directement influencer les politiques publiques (McCullagh, 2012). Le Conseil pour une politique alimentaire de l'Okanagan, basé à Kelowna, cherche à engager ses citoyens sur des questions alimentaires locales et plaide pour le changement politique dans le système alimentaire (COFPC, 2008).

Contrairement au Conseil pour une politique alimentaire de Toronto, celui de l'Okanagan est né dans un contexte municipal d'indifférence à la sécurité alimentaire, et a reçu peu de soutien des autorités locales à ce jour. L'organisation a commencé sous la forme d'une initiative populaire intitulée le Conseil pour une alimentation saine (*Healthy Food Council*), qui visait à répondre à un besoin identifié par la communauté au cours d'un forum tenu en 2006 sur la sécurité alimentaire (COFPC, 2008). Avec des représentants composés de diététiciens locaux, de militants, de la *Central Okanagan Community Garden Society*, de la banque alimentaire locale, et de citoyens préoccupés par la question alimentaire, cette initiative cherchait à développer un système alimentaire plus juste et plus durable en répondant à trois questions clés identifiées pendant le forum : les niveaux élevés de pauvreté, le sous-financement des programmes alimentaires communautaires, et les obstacles à la production alimentaire locale ainsi qu'à l'accès à l'alimentation (COFPC, 2008).

L'un des projets de justice alimentaire du Conseil qui a le mieux réussi à ce jour est une initiative de glanage récemment devenue une organisation à but non lucratif à part entière, et intitulée « le Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan » (*Okanagan Fruit Tree Project*). L'initiative, conçue par un groupe de diététiciens et développée par le Conseil pour une politique alimentaire de l'Okanagan, a été lancée en 2012 en réponse aux questions liées au gaspillage alimentaire et à l'augmentation des inégalités alimentaires à Kelowna. Le glanage consiste à ramasser l'excédent de produits laissés dans les champs et les vergers une fois la récolte terminée (Almquist, 2012). Datant de l'époque romaine, la pratique du glanage est souvent effectuée pour le compte d'individus dans le besoin. Bien qu'elle ait pratiquement disparu au milieu du dix-neuvième siècle du fait de l'augmentation des salaires réels et de l'arrivée de technologies de récolte innovantes, cette pratique est réapparue en Amérique du Nord sous la forme d'une éthique humanitaire (Maclas, 1996) fondée sur les principes de justice alimentaire identifiés ci-dessus. Aujourd'hui, des projets de glanage existent dans toute l'Amérique du Nord, depuis l'Arizona, où environ 9 millions de kilos de produits frais sont récoltés

chaque année (Hoisington *et al.*, 2001) jusqu'à la Colombie-Britannique, où se sont développés des projets d'arbres fruitiers comme à Victoria, Vancouver, Kamloops, ou dans la vallée de l'Okanagan.

Le Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan a pour mission d'augmenter la disponibilité des produits frais et nutritifs pour les personnes dans le besoin, réduire le gaspillage alimentaire, promouvoir la participation citoyenne et l'inclusion sociale, et fournir un accès digne à l'alimentation. Pour ce faire, le projet transforme les jardins d'arbres fruitiers, les vergers, les potagers, les parcelles agricoles, et les noyers en une source précieuse d'aliments pour la communauté, en récoltant des produits qui seraient autrement gaspillés. Les propriétaires d'arbres fruitiers avec un excédent de fruits entrent en contact avec l'organisation, puis le coordinateur recrute des glaneurs et des glaneuses inscrits sur la liste de bénévoles. À ce jour, l'organisation compte plus de 350 bénévoles, qui doivent souvent attendre avant de pouvoir participer au projet. Les glaneurs et glaneuses bénévoles peuvent être des professionnels, des retraités, des enfants, des personnes à faible revenu, des jeunes à risque, des parents isolés, ou des personnes souffrant de maladies mentales ou d'autres déficiences. Tous participent à cet effort de récupération des aliments qui seraient autrement gaspillés.

Les produits récoltés sont partagés entre les propriétaires d'arbres, les cueilleurs bénévoles et les organismes locaux d'aide sociale pour aider à réduire la faim dans la communauté. Aujourd'hui, les programmes de glanage utilisent communément le modèle des trois tiers, donnant un tiers de la récolte au propriétaire de l'arbre, un deuxième tiers aux bénévoles, et un troisième tiers aux organismes d'aide sociale (Marshman, 2015). Lors de la première cueillette en 2012, les diététiciens qui menaient le projet ont décidé, avec le soutien des membres du comité d'administration du Conseil pour une politique alimentaire de l'Okanagan, de flexibiliser la distribution des fruits afin de répondre aux besoins des membres les plus vulnérables du projet (C. Hamilton, communication personnelle, 12 novembre 2015). Les leaders du Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan ont maintenu ce principe en raison du nombre croissant de nouveaux

inscrits qui se définissent comme souffrant d'insécurité alimentaire. Quelques bénévoles ont exprimé des inquiétudes à propos de la décision d'écarter le modèle des trois tiers, mais la direction estime que la flexibilité permet aux glaneurs et aux glaneuses dans le besoin de prendre plus de fruits, tout en remédiant au fait que la plupart des propriétaires demandent moins de 1% des fruits glanés. Bien que le Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan s'appuie sur un grand nombre de bénévoles, l'organisation n'a recueilli aucune statistique sur le nombre de bénévoles en situation d'insécurité alimentaire, ni aucun renseignement démographique d'ailleurs, parce qu'elle cherche à effacer les pratiques clivantes et à créer un environnement inclusif et égalitaire (Hamilton, 2015).

Tableau 1 : Statistiques du Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan, 2012-2015

	2012	2013	2014	2015
Nombre de fruits/légumes cueillis	27	52	111	93
Fruits/légumes cueillis (en kilos)	2,322	8,033	16,893	24,141
Fruits/légumes distribués aux organisations communautaires (en kilos)	2,139	6,825	13,007	16,230
Fruits/légumes distribués aux bénévoles (en kilos)	158	1,163	3,652	1,984
Fruits/légumes distribués aux propriétaires d'arbres (en kilos)	25	45	243	226

(source : OFTP Organizational Statistics, 2015)

Les travaux qui se penchent sur l'utilisation et l'utilité des produits glanés laissent entrevoir quelques-unes des conséquences de ce type de récolte collective aujourd'hui. L'étude de Hoisington *et al.* (2001) sur un projet de glanage à Washington, aux Etats-Unis, révèle que 48 % des produits récoltés et ramenés à la maison sont conservés par des techniques de mise en boîte, de congélation, de séchage, ou de macération afin d'obtenir une réserve de nourriture pour l'année, et que 9 % sont consommés pendant qu'ils sont encore frais. Les 43% restants sont donné aux voisins, à des amis ou à des membres de la famille dans le besoin. Ces données suggèrent que le glanage joue un rôle important dans le renforcement de la communauté en favorisant un sentiment de partage et de bonne volonté. Une bénévole du Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan décrit son expérience d'encapacitation (*empowerment*), qui tient au fait d'avoir pu récolter ses propres aliments, mais aussi d'avoir pu partager avec d'autres :

« Grâce au cadeau que vous nous avez fait, [en nous laissant ramener à la maison] les pommes qu'on avait cueillies en trop, on a pu en donner quelques-unes à une famille locale - une mère célibataire de quatre enfants - mais aussi à un couple qui vient d'emménager ici après que leur maison a été inondée à Calgary. On en a aussi profité. On essaie de survivre avec un seul revenu et plusieurs factures impayées et les pommes nous ont été bien utiles à nous aussi. Merci. »

Les participants à la recherche de Hoisington *et al.* (2001) ont identifié d'autres avantages du glanage, y compris la réciprocité dans l'échange de conseils de cuisine, de jardinage, ou de conservation des aliments, l'optimisation du budget alimentaire, le sentiment d'accomplissement personnel, le développement d'un réseau de soutien social, et la forme physique. En outre, les programmes de glanage qui œuvrent dans un but humanitaire et à l'échelle de la communauté peuvent « renforcer les capacités des individus à maîtriser leur propre vie en agissant sur leur santé et leur alimentation pour leur propre satisfaction » (Hoisington *et al.*, 2001, p. 46). Les leaders du Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan estiment que l'expérience de bénévolat peut fournir un moyen digne et encapacitant d'accéder à l'alimentation, dans la mesure où les bénévoles aident

les propriétaires d'arbres et récoltent des fruits non seulement pour eux-mêmes mais aussi pour d'autres dans le besoin, et ce, dans un cadre de renforcement de la communauté (Hamilton, 2015). Au moment de décrire son expérience de glanage et d'insécurité alimentaire, une participante s'est exprimée en ces termes : « *on se sent beaucoup plus digne quand on glane que quand on fait la queue dans une banque alimentaire* » (Beischer, en cours).

D'autres études témoignent de résultats similaires sur la façon dont les produits frais sont utilisés, mais aussi sur les compétences et autres bénéfices qu'obtiennent ceux et celles qui participent à un projet de glanage. Kimberly Drage (2003) étudie deux projets de glanage réalisés dans l'Oregon, aux Etats-Unis, au prisme du cadre du capital humain et social. Une autre étude, réalisée par Cook, Gallagher, Holzman, Neracher et Miotke (2015) se penche sur les besoins spécifiques des organisations tels que la viabilité financière. Jusqu'à présent, les études existantes sur le glanage n'ont pas été réalisées dans une démarche de justice alimentaire. Néanmoins, elles aident à comprendre les implications du glanage pour la création de systèmes alimentaires démocratiques, participatifs et socialement justes. Alors qu'ils fonctionnent souvent comme une forme d'aide alimentaire d'urgence, en récoltant les produits inutilisés et en les distribuant aux personnes dans le besoin, les projets de glanage s'appuient souvent sur les principes de justice alimentaire, sans que cela ne soit explicitement formulé. Ils peuvent donc aider à renforcer les capacités communautaires afin d'influencer les politiques publiques portant sur la pauvreté alimentaire.

Image 1 : Des bénévoles du Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan récoltant des pommes *red delicious* à Kelowna (source : OFTP, 2015)



Image 3 : Des enfants préparant les pommes pour la livraison aux organisations caritatives locales (source : OFTP, 2015)



||

Image 2 : A. Beischer (à gauche) et une amie récoltant des pommes à Kelowna (source : OFTP, 2015)



Image 4 : Des bénévoles triant des cerises avant de partager la récolte (source : OFTP, 2015)



Image 5 : Deux nouveaux résidents de Kelowna qui se sont joints au projet afin de rencontrer des gens et redonner à la communauté (source : OFTP, 2015)



V. Repolitiser la faim par une praxis de justice alimentaire

Réaffirmer le droit à l'alimentation est « une question profondément politique » (Riches, 1999). Conceptualiser l'alimentation comme un droit sous l'angle de la justice alimentaire invite non seulement à analyser de façon critique le processus de dépolitisation de la sécurité alimentaire, mais donne également un cadre pour faire en sorte que les groupes vulnérables soient placés au centre des discussions politiques qui visent à répondre à la question suivante : comment, par qui, et à quelles fins le système alimentaire peut-il être transformé (Gottlieb et Joshi, 2010) ? En outre, en tant que forme de praxis, la justice alimentaire offre des outils pratiques permettant de créer de nouveaux systèmes alimentaires fondés sur la justice, l'égalité et les droits humains

(Food Secure Canada, 2014).

Dans un contexte d'augmentation du taux de pauvreté alimentaire, de gaspillage alimentaire, de désengagement de l'Etat, d'institutionnalisation de l'aide alimentaire d'urgence, et de nouvelles formes d'exclusion engendrées par le « mouvement alimentaire alternatif », « l'alimentation constitue un problème saillant pour tout le monde et donc un moment potentiel de politisation » (Allen, 1999a, p. 120). Comme nous l'avons déjà indiqué, du fait de l'abondance agricole à Kelowna et dans la vallée de l'Okanagan, le gaspillage alimentaire est une préoccupation courante, voire croissante, pour la communauté. Et pourtant, il y a un réel décalage entre les fruits et légumes gaspillés et les voisins qui souffrent de la faim. Les activités de glanage du Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan sont importantes dans la mesure où l'organisation utilise la question du gaspillage alimentaire dans les vergers, les fermes et les jardins comme moyen indirect de créer un espace d'engagement en faveur de la justice alimentaire. Les projets de glanage suscitent sans doute d'abord un intérêt plus large dans la communauté du fait des possibilités de bénévolat, de la promesse de produits frais, et de la question plus visible et donc plus compréhensible du gaspillage alimentaire. Or l'expérience d'A. Beischer en tant que coordinatrice du Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan porte à croire que les programmes de glanage fondés sur les principes de justice alimentaire non seulement facilitent l'accès à l'alimentation, mais favorisent également un modèle démocratique et participatif qui rend visible la question de la pauvreté alimentaire comme précurseur de l'action politique.

A. Beischer a commencé à travailler pour le Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan en 2013, alors que celui-ci en était à sa deuxième année d'existence. Elle s'est vite aperçue que l'organisation et la pratique du glanage venaient combler, de façon inattendue, une lacune dans le système alimentaire – soit le besoin éprouvé par certains glaneurs et bénéficiaires de dons de fruits d'être intégré dans le système alimentaire et la communauté en général. Ces deux groupes ont fait part de leurs expériences d'insécurité alimentaire et de leur sentiment d'être exclu du « mouvement alimentaire

alternatif » en cours de développement dans la vallée de l'Okanagan. De façon générale, ces personnes ont recours à une alimentation bon marché et pauvre en éléments nutritifs, ou bien à l'aide alimentaire d'urgence (Beischer, en cours).

De fait, de nombreux citoyens de la ville ont un accès limité aux produits sains en raison des barrières décrites dans le rapport *Le coût de l'alimentation en Colombie-Britannique 2011* publié par les diététiciens du Canada : le niveau de revenu, le pouvoir d'achat, la proximité des lieux d'approvisionnement, la mobilité, et les connaissances et/ou l'espace nécessaires à la préparation et au stockage des aliments (2012). Le Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan permet de faire sortir de l'ombre la question de l'injustice alimentaire par le biais de son engagement en faveur d'un modèle participatif et inclusif. En effet, l'organisation a pour mission d'inclure toutes les personnes, indépendamment de leur revenu, race, origine ethnique, genre, capacité, ou autre identité. Ceci permet à des hommes et des femmes de différents milieux de se réunir pour cueillir des fruits, et ce, dans le but de compléter leurs besoins alimentaires ou de faire un don à des organismes d'aide sociale. Depuis sa création en 2012, les bénévoles du Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan ont ramassé près de 49 000 kilos de fruits qu'ils ont partagé avec 40 organismes d'aide sociale et leurs bénéficiaires. En 2014, le projet s'est développé jusqu'au sud de l'Okanagan, dans la communauté de Penticton. Ce succès a suscité beaucoup d'attention des médias des villes de la vallée de l'Okanagan et d'ailleurs dans la province (Smith, 2014 ; Everitt, 2014 ; McLeod, 2014 ; Shore, 2014), ce qui a contribué à remettre la pauvreté alimentaire au cœur des débats. L'octroi de subventions et le soutien croissant de la communauté témoignent de l'attention portée à cette question. Une telle publicité montre que l'essor du « mouvement alimentaire alternatif » à Kelowna a fourni une plate-forme pour qu'un projet populaire autour de la pauvreté alimentaire prenne racine et recueille l'intérêt d'un public plus large et, plus récemment, celui de la ville de Kelowna. La direction municipale se penche actuellement sur l'élaboration d'une stratégie « Ville en santé », qui inclurait la reconnaissance de l'importance des systèmes alimentaires axés sur la santé (BC Healthy Communities,

2015). Il est donc évident que le Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan favorise non seulement l'accès à une alimentation locale et nutritive, mais aussi la sensibilisation des citoyens à la justice alimentaire, ce qui en fait le probable précurseur d'une démocratie alimentaire et d'une transformation politique plus large.

Avec cette nouvelle prise de conscience de la façon dont l'inclusion sociale et le renforcement de la communauté peuvent conduire à la justice alimentaire, A. Beischer a aidé à la conception et à la mise en œuvre du Programme de récolte collaborative (*Collaborative Harvest Program*). Ce programme se veut une extension du Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan, et s'appuie sur des principes de justice alimentaire. Il travaille avec les bénéficiaires des organismes d'aide sociale, à qui il offre la possibilité de récolter des aliments locaux et de participer à des ateliers de conservation des aliments pour faciliter leur encapacitation et leur inclusion sociale. En outre, le programme est spécialement conçu pour renforcer la communauté et engager les citoyens marginalisés ou confrontés à des obstacles à la participation citoyenne. Pour ce faire, il adopte un cadre souple, célèbre les capacités diverses (*diversabilities*) (et fait donc la promotion de l'équité et de l'inclusion sociale), et offre des occasions d'apprendre de nouvelles compétences et de participer à la communauté de façon épanouissante. Depuis 2012, le Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan recrute des bénéficiaires d'organismes partenaires pour des petites récoltes de fruits. Le projet a été mis à l'essai en 2014 avec des bénéficiaires de l'Association canadienne pour la santé mentale, *Karis Support Society*, une association qui œuvre auprès des femmes souffrant de maladie mentale et de toxicomanie, et *Cool Arts*, un organisme de bienfaisance local qui propose des expériences d'art communautaire aux adultes souffrant de déficience intellectuelle.

Les citoyens de Kelowna vivant dans la pauvreté peuvent soit acheter des produits moins frais à prix réduit, soit faire appel à des services comme les banques alimentaires. Or, les résultats du Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan pour l'année 2014 suggèrent que le fait de récolter des fruits pour usage personnel et le fait de participer au

Programme de récolte collaborative encapacitent les individus, améliorent la santé physique et mentale, développent le sentiment d'appartenance et de communauté, répondent à la pauvreté alimentaire, et permettent aux citoyens d'accéder à l'alimentation avec dignité. Lors de la cueillette de 2015, le projet a poursuivi sa collaboration avec l'Association canadienne pour la santé mentale et le *Kris Support Society*. Mais il a aussi travaillé avec deux nouveaux organismes à but non lucratif : *Freedom's Door*, un programme de traitement pour les hommes aux prises avec des problèmes d'alcool et de drogue, et *NOW Canada*, un programme pour les femmes et les jeunes qui ont été victimes d'addictions, d'abus, d'exploitation sexuelle et de problèmes de santé mentale. Le *Metis Community Services Society* et le *Westbank First Nation Youth Program* ont également exprimé leur intérêt à participer au projet.

Le Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan s'engage dans une praxis de justice alimentaire par le biais d'une autre initiative significative : la plate-forme de cartes en ligne. En partenariat avec l'*Institute for Community Engaged Research* de l'Université de la Colombie-Britannique, les étudiants ont co-créé, à l'aide du géo-web, une carte qui localise les arbres dont les bénévoles du Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan ont déjà cueillis ou s'apprêtent à cueillir les fruits. La carte contient plusieurs calques, dont certains sont privés et d'autres sont spécifiquement destinés à servir de ressources pour la communauté. Par exemple, un calque public montre les organisations qui font des dons et distribuent de la nourriture. « Les cartes créent des liens entre les gens et les lieux » et des processus participatifs aident à représenter et à créer ces liens (Sanderson, 2007, p. 126). L'objectif commun derrière cette carte est de rassembler des informations sur l'accès à l'alimentation dans la communauté en un seul outil qui soit facilement accessible pour les personnes en situation de pauvreté alimentaire, tout en rendant visible la question de l'inégalité de l'accès à l'alimentation. Le croisement d'un projet d'alimentation communautaire avec la cartographie participative en ligne constitue un effort pragmatique pour engager la population grâce à une démarche de transformation politique à la fois dialogique et axée sur l'action. Plus précisément, la carte offre un

moyen de visualiser et de comprendre les dimensions politiques, spatiales et sociales de l'inégalité alimentaire. En résumé, le Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan tente de donner de la visibilité à la question de la pauvreté alimentaire par l'entremise d'une variété de plates-formes (activités de glanage, accès aux médias et cartographie en ligne), et ce, afin de contester la dépolitisation de la sécurité alimentaire ainsi que les inégalités qui persistent malgré les prétentions à l'égalité alimentaire du « mouvement alimentaire alternatif ».

VI. Conclusion

Si la mission du Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan n'est pas explicitement formulée en termes de justice alimentaire, ses objectifs n'en sont pas moins conformes aux principes de justice alimentaire. En outre, les résultats inattendus du projet semblent matérialiser les possibilités d'une praxis de justice alimentaire. Le Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan a galvanisé la communauté grâce à des actes de bénévolat et de charité qui semblaient relativement bénins au départ. Or, ce faisant, il a non seulement sensibilisé la communauté à la question de la faim, mais a aussi conduit à la repolitisation involontaire des individus. Par conséquent, les principes de justice alimentaire qui sous-tendent le projet ont directement contribué à remettre en cause la marginalisation et les inégalités qui subsistent dans les systèmes alimentaires actuels, en proposant des voies nouvelles pragmatiques vers la démocratie et l'égalité alimentaires. Des critiques tels que J. Poppendieck (1999) soulignent que les efforts pour réduire la faim par l'entremise de l'aide alimentaire d'urgence ont miné les mouvements visant à éradiquer la pauvreté, et ce, en orientant l'attention, l'énergie, et le financement vers l'alimentation. Bien que le glanage constitue une forme d'aide alimentaire d'urgence, le Projet d'arbres fruitiers de l'Okanagan a reçu fort peu de critiques à cet effet. Les leaders du Projet pensent que cela est dû au fait que l'organisation se focalise, par ses programmes et son partenariat étroit avec le Conseil de politique alimentaire de

l'Okanagan, sur le renforcement des capacités afin de repenser le système alimentaire par les politiques publiques. Ils considèrent en outre que ce sont les politiques gouvernementales, souvent nées d'initiatives populaires, qui formulent la question de la pauvreté alimentaire et tentent d'y remédier. Comme l'indique le *City of Kelowna Social Policy 360*, l'une des initiatives du projet consiste à sensibiliser les gens et à encourager leur participation citoyenne par le biais du bénévolat (City of Kelowna, 2013). Favoriser l'engagement communautaire permet de s'assurer que la faim et la pauvreté demeurent des questions essentielles pour les décideurs politiques.

Certes, le « mouvement alimentaire alternatif » a su fournir les bases et un point de départ essentiels pour l'invention de systèmes alimentaires alternatifs. Cependant, son incapacité à se détacher de la démarche dépolitisée de sécurité alimentaire, ainsi que son existence actuelle en tant que mouvement issu principalement des classes moyennes blanches, empêchent d'examiner la façon dont la classe, le genre, la race, la culture, et la capacité, entre autres constructions discursives, façonnent l'accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive. Au lieu de cela, nous avons essayé de montrer comment une praxis de justice alimentaire intégrée dans un projet communautaire peut être utilisée pour rendre visibles la pauvreté alimentaire et à l'inégalité de l'accès à l'alimentation, et, ce faisant, pour repolitiser ces questions.

A propos des auteurs : **Ailsa Beischer**, étudiante, **et Jon Corbett**, Professeur Agrégé, Institute for Community Engaged Research

Pour citer cet article : « La justice alimentaire comme réponse à la faim dans les paysages alimentaires canadiens : Comment un projet de glanage communautaire axé sur une praxis de justice alimentaire peut remédier à la dépolitisation de l'insécurité alimentaire » *justice spatiale | spatial justice*, n°9, Janvier 2016, <http://www.jssj.org>

Bibliographie

- AGUIAR Luis L. M., TOMIC Patricia, & TRUMPER Ricardo**, "Work hard, play hard: Selling Kelowna, BC, as year-round playground," *Canadian Geographer*, Vol. 49, n°2, 123–139, 2005. Doi:10.1111/j.0008-3658.2005.00084.x. [Accessed: 1st April 2015].
- ALKON Alison**, "Food justice, food sovereignty, and the challenge of neoliberalism", in *Food Sovereignty: A Critical Dialogue. International Conference. Yale University. September 14-15, 2013. The Journal of Peasant Studies. Conference Paper*, n°38. Available from: <https://www.tni.org/en/briefing/food-justice-food-sovereignty-and-challenge-neoliberalism>. [Accessed: 9th November 2015].
- ALLEN Patricia**, "Reweaving the food security safety net: Mediating entitlement and entrepreneurship", *Agriculture and Human Values*, Vol.16, n°2, 117–129, 1999a.
- ALLEN Patricia**, "Contemporary food and farm policy in the United States", in *For Hunger-Proof Cities: Sustainable Urban Food Systems*, edited by Mustafa Koc, Rod MacRae, Luc J.A., Mourgeot, and Jennifer Welsh, 177-181. Ottawa: International Development Research Centre, 1999b.
- ALLEN Patricia**, "Roots and roles of alternative agrifood systems, in *Critical food Issues: Problems and State-of-The Art Solutions Worldwide, Volume 2: Society, Culture, and Ethics*, edited by Laurel E. Pheonix and Lynn Walter, 3-16. Santa Barbara: ABC-CLIO, 2009.
- ALMQUIST Corinne**, "Gleaning: Capturing surplus to meet local needs", *Federal Reserve Bank of Boston: Communities and Banking*, 8-9, 2012. Available from: <http://www.bostonfed.org/commdev/c&b/2012/spring/gleaning.htm>. [Accessed: 10th April 2015].
- BC HEALTHY COMMUNITIES**, "The city of Kelowna's healthy city partnership workshop proves collaboration is essential", *Plan H*, 2015. Available from: <http://planh.ca/news/city-kelownas-healthy-city-partnership-workshop-proves-collaboration-essential>. [Accessed: 10th November 2015].
- BEISCHER Ailsa**, *Re-Envisioning the 'alternative food movement' in Kelowna B.C. through a food justice praxis*, Masters thesis, University of British Columbia Okanagan, Kelowna, in progress.
- CADIEUX Kirsten Valentine, SLOCUM Rachel**, "What does it mean to do food justice?", *Journal of Political Ecology*, Vol.22, 1-26, 2015. Available from: http://www.researchgate.net/profile/Rachel_Slocum/publication/271840943_What_does_it_mean_to_do_food_justice/links/54d3bbc90cf25013d0265bf0.pdf. [Accessed: 10th April 2015].
- CANADIAN ASSOCIATION OF FOOD BANKS (CAFB)**, *Hunger Count Survey*, Toronto: Canadian Association of Food Banks, 2014. Available from: <https://www.foodbanksCanada.ca/HungerCount>. Accessed: 13th March 2015].

CENTRAL OKANAGAN FOOD POLICY COUNCIL, *Community Food Action Plan*, 2008. Available from: <http://www.okanaganfood.com/wp-content/uploads/2015/03/Final-Community-Food-Action-Plan.pdf>.

[Accessed: 10th November 2015].

CENTRAL OKANAGAN FOUNDATION, *Vital Signs*, 2013. Available from: <http://www.centralokanaganfoundation.org/vital-signs1>. [Accessed: 7th May 2015].

CITY OF KELOWNA, *About Kelowna*, 2009. Available from: <http://www.kelowna.ca/CM/Page67.aspx>. [Accessed: 7th May 2015].

CITY OF KELOWNA, *Official Community Plan 2030: Council Policy No. 360*, 2013. Available from: <http://www.kelowna.ca/CM/Page357.aspx>. [Accessed: 7th May 2015].

COMMUNITY ALLIANCE FOR GLOBAL JUSTICE, "Food justice project", 2013. Available from: <http://www.seattleglobaljustice.org/food-justice/>. [Accessed: 13th March 2015].

COOK Kara D., GALLAGHER Cody, HOLZMAN Elliott, NERACHER Jonathan & MIOTKE Emily, "The grand gleaners project analysis", *Wicked Problems of Sustainability*, Paper 17, 2015. Available from: <http://scholarworks.gvsu.edu/wickedproblems/17>. [Accessed: 11th March, 2015].

COUNCIL OF CANADIAN ACADEMIES, *Aboriginal food security in northern Canada: An assessment of the state of knowledge. Council of Canadian Academies*, The Expert Panel on the State of Knowledge of Food Security in Northern Canada, Ottawa Ontario, 2014. Available from: <http://www.scienceadvice.ca/en/assessments/completed/food-security.aspx>. [Accessed: 13th March 2015].

DE SCHUTTER Oliver, *Report of the Special Rapporteur on the Right to Food: Mission to Canada*, 2012. Available from: http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20121224_canadafinal_en.pdf. [Accessed: 10th November 2015].

DIETICIANS OF CANADA. *Cost of Eating 2011*, 2012. Available from: http://www.dietitians.ca/Downloads/Public/CostofEatingBC2011_FINAL.aspx. [Accessed: 7th May 2015].

DIXON Beth A., "Learning to see food justice", *Agriculture and Human Values*, Vol.31 n°2, 175-184, 2014. Doi:10.1007/s10460-013-9465-3. [Accessed: 13th March 2015].

DONALD Betsy, BLAY-PALMER Alison, "The urban creative-food economy: Producing food for the urban elite or social inclusion opportunity?", *Environment and Planning A*, Vol.38 n°10, 1901-1920, 2006. Doi:10.1068/a37262. [Accessed: 23 February 2015].

DRAGE Kimberly, *Negotiating Purpose: Oregon's Gleaning Organizations and their Roles in Relieving Hunger and Poverty*, Master thesis, Oregon State University, Corvallis, 2003. Available from: <http://hdl.handle.net/1957/28455>. [Accessed: 23 February 2015].

EVERITT Bill, "Pickers raid trees for charity", *Castanet.net*, 11th July 2014. Available from: <http://www.castanet.net/news/Central-Okanagan/118929/Pickers-raid-trees-for-charity>. [Accessed: 11th May 2015].

FAO, *The State of Food Insecurity in the World*, 2014. Available from: <http://www.fao.org/3/a-i4030e.pdf>. [Accessed: 14th January 2015].

FAO, *The post-2015 development agenda and Millennium Development Goals: Food Security and the Right to Food*, 2015. Available from: <http://www.fao.org/post-2015-mdg/14-themes/food-security-and-the-right-to-food/en/>. [Accessed: 8th November, 2015].

FAO, IFAD, & WFO, *The State of Food Insecurity in the World 2015: Meeting the 2015 international hunger targets: taking stock of uneven progress*, FAO, Rome, 2015. Available from: <http://www.fao.org/3/a-i4646e.pdf>. [Accessed: 9th November 2015].

FOOD SECURE CANADA, *Food justice*, 2014. Available from: <http://foodsecurecanada.org/community-networks/food-justice>. [Accessed: 14th January 2015].

GOLDBERG Michael, GREEN David, "Understanding the link between welfare policy and the use of food banks", Canadian Centre for Policy Alternatives and Simon Fraser University, Vancouver, 2009. Available from: <http://site.ebrary.com/lib/ubc/reader.action?docID=10298911>. [Accessed: 14th May 2015].

GOTTLIEB Robert, JOSHI Anupama, *Food Justice*, Cambridge MA: MIT Press, 2010.

GUTHMAN Julie, "'If only they knew': The unbearable whiteness of alternative food", in *Cultivating Food Justice: Race, Class, and Sustainability*, edited by Alison Alkon and Julian Agyeman, 263-282. Cambridge, MA: MIT Press, 2011.

HELDKE Lisa, "Food security: Three conceptions of access – Charity, rights, and coresponsibility" in *Critical food Issues: Problems and State-of-The Art Solutions Worldwide, Volume 2: Society, Culture, and Ethics*, edited by Laurel E. Pheonix and Lynn Walter, 213-226. Santa Barbara: ABC-CLIO, 2009.

HOISINGTON Anne, BUTKUS Sue N., GARRETT Steven, BEERMAN Kathy, "Field gleaning as a tool for addressing food security at the local level: case study", *Journal of Nutrition Education*, Vol. 33, n°1, 43-48, 2007. Doi:10.1016/S1499-4046(06)60009-2. [Accessed: 3rd October 2014].

HOLMES Cindy, *Violence denied, bodies erased: Towards an interlocking spatial framework for queer anti-violence organizing*, Doctor of Philosophy, University of British Columbia Okanagan, Kelowna, 2012. Available from: <http://circle.ubc.ca/handle/2429/43582>. [Accessed: 13th March 2015].

HOLT-GIMÉNEZ Eric, "We already grow enough food for 10 billion people – And still can't end hunger", *The Huffington Post*, 7th February 2012. Available from: http://www.huffingtonpost.com/eric-holt-gimenez/world-hunger_b_1463429.html. [Accessed: 10th October 2014].

HOLT-GIMÉNEZ Erik, SHATTUCK Annie, "Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation?", *The Journal of Peasant Studies*, Vol.38, n°1, 109–44, 2011. Doi:10.1080/03066150.2010.538578. [Accessed: 10th October 2014].

JACOBSON Maxine, "Food matters: Community food assessments as a tool for change", *Journal of Community Practice*, Vol. 3, n°15, 37–55, 2007. Doi:10.1300/J125v15n03. [Accessed: 30th March 2015].

JACQUES Peter J., "Civil society, corporate power, and food security: counter-revolutionary efforts that limit social change", *Journal of Environmental Studies and Sciences*, Vol. 5, n°3, 432-444, 2015. Doi:10.1007/s13412-015-0294-0. [Accessed: 8th November 2015].

JEFFERY Cassandra, "More hungry mouths to feed this year in the Okanagan", *Kelowna Now*, 5th November 2014. Available from: [http://www.kelownanow.com/columns/promotion/news/Promotion/14/11/05/More Hungry Mouths to Fe](http://www.kelownanow.com/columns/promotion/news/Promotion/14/11/05/More_Hungry_Mouths_to_Feed_This_Year_in_the_Okanagan)
[ed This Year in the Okanagan](http://www.kelownanow.com/columns/promotion/news/Promotion/14/11/05/More_Hungry_Mouths_to_Feed_This_Year_in_the_Okanagan). [Accessed: 9th November 2014].

JUST FOOD, "What is food justice?", *Just Food: Justice from the Ground Up*, 2010 Available from: <http://justfood.org/advocacy/what-is-food-justice>. [Accessed: 15th November 2014].

LANG Tim, HEASMAN Michael, *Food wars: The global battle for mouths, minds, and markets*, London: Earthscan, 2004.

LARNER Wendy, "Neoliberalism, policy, ideology, and governmentality", *Studies in Political Economy*, Vol. 6, 2000. Available from: <http://spe.library.utoronto.ca/index.php/spe/article/viewArticle/6724>. [Accessed: 21st January 2015].

LEVKOE Charles Z., "The food movement in Canada: a social movement network perspective", *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 41, n°3, 385–403, 2014, Doi:10.1080/03066150.2014.910766. [Accessed: 28th April 2015].

LOO Clement, "Towards a more participative definition of food justice", *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, Vol. 27, n°5, 787–809, 2014. Doi:10.1007/s10806-014-9490-2. [Accessed: 30th November 2014].

MACLAS Cheryl, *A Citizen's Guide to Food Recovery*, Washington: DIANE Publishing, 1996. Available from: <http://hdl.handle.net/2027/umn.31951d01419847i>. [Accessed: 10th October 2014].

MARSHMAN Jennifer, *Gleaning in the 21st century: Urban food recovery and community food security in Ontario, Canada*, Master thesis, University of Waterloo, Waterloo, 2015. Available from: <https://uwspace.uwaterloo.ca/handle/10012/9736>. [Accessed 10th November 2015].

MCCULLAGH Molly, *Food policy for all: Inclusion of diverse community residents on food policy councils*, Master thesis, Tuft University, Massachusetts, 2012. Available from:

<http://search.proquest.com.ezproxy.library.ubc.ca/docview/1023808153?accountid=14656>. [Accessed: 19th February 2015].

MCLEOD Wendy, "Extra veggies or nuts? Okanagan Fruit Tree Project to the rescue", *KelownaNow.com*, 2nd October 2014. Available from: http://www.kelownanow.com/good_stuff/good_fun/news/Food_Wine/14/10/02/Extra_Veggies_or_Nuts_Okanagan_Fruit_Tree_Project_to_the_Rescue. [Accessed: 11th May 2015].

MICHAELS Kathy, "Close up: Kelowna farm to table movement flourishing", *Kelowna Capital News*, 4th July 2014. Available from: <http://www.kelownacapnews.com/news/265833601.html>. [Accessed: 11th May 2015].

MIRCHANDANI Kiran, CHAN Wendy, *The racialized impact of welfare fraud control in British Columbia and Ontario*, Toronto: Canadian Race Relations Foundation, 2005.

MITCHELL Katharyne, "Transnationalism, neoliberalism, and the rise of the shadow state", *Economy and Society*, Vol. 30, n°2, 165–189, 2001. Doi:10.1080/03085140120042262. [Accessed: 23rd January 2015].

MORALES Alfonso, "Growing food and justice: Dismantling racism through sustainable food systems", in *Cultivating Food Justice: Race, Class, and Sustainability*, edited by Alison Alkon and Julian Agyeman, 149–176, Cambridge, MA: MIT Press, 2011.

OKANAGAN FRUIT TREE PROJECT, *Organizational statistics*, 2015 Available upon request from okanaganfruittree@gmail.com

PECK Jamie, TICKELL Adam, "Neoliberalizing space," *Antipode*, Vol. 34, n°3, 380–404, 2002. Doi:10.1111/1467-8330.00247. [Accessed 23rd January 2015].

POPPENDIECK Janet, *Sweet Charity? Emergency Food and the End of Entitlement*, New York: Penguin Books, 1999.

PROVINCIAL HEALTH SERVICES AUTHORITY, *BC community health profile: Kelowna*, 2014. Available from: <http://www.phsa.ca/Documents/Community-Health-Profile/Kelowna.pdf>. [Accessed: 10 November 2015].

RICHS Graham, "Re-affirming the right to food in Canada: The role of community-based food security", in *For Hunger-Proof Cities: Sustainable Urban Food Systems* edited by Mustafa Koc, Rod MacRae, Luc J.A., Mourgeot, and Jennifer Welsh, 203–207. Ottawa: International Development Research Centre, 1999.

RICHS Graham, "Food banks and food security: Welfare reform, human rights and social policy. Lessons from Canada?", *Social Policy and Administration*, Vol. 36, n°6, 648–663, 2002. Doi:10.1111/1467-9515.00309. [Accessed: 2nd February 2015].

RICHS Graham, "Thinking and acting outside the charitable food box: hunger and the right to food in rich societies", *Development in Practice*, Vol. 21, n° 4-5, 768–775, 2011. Doi:10.1080/09614524.2011.561295. [Accessed: 2nd February 2015].

ROSSET Peter M., *Food is different: why we must get the WTO out of agriculture*, London: Zed Books, 2006.

SANDERSON Eleanor, "Participatory cartographies: Reflections from research performances in Fiji and Tanzania", in *Participatory action research approaches and methods: Connecting people, participation and place*, edited by Sara Kindon, Rachel Pain, and Mike Kesby, 88-94. New York, NY: Routledge. 2007.

SHIVA Vandana, *Soil not oil: environmental justice in a time of climate crisis*, New York: South End Press, 2008.

SHORE Randy, "Okanagan Fruit Tree Project brings in more than 36,000 pounds of food from backyards", *The Vancouver Sun*, 8th November 2014. Available from: <http://www.vancouver.sun.com/technology/Okanagan+Fruit+Tree+Project+brings+more+than+pounds+food+from+backyards/10364124/story.html>. [Accessed 11th May 2015].

SLOCUM Rachel, "Whiteness, space and alternative food practice", *Geoforum*. Vol. 38, n°3, 520–533, 2007. Doi:10.1016/j.geoforum.2006.10.006. [Accessed: 3rd December 2014].

SMITH Jennifer, "From surplus to supply: How a gleaning project became a community-building life force," *The Kelowna Capital News*, 5th September 2014. Available from: <http://www.kelownacapnews.com/news/274151301.html>. [Accessed 11th May 2015].

SPICHER Bethany, "Toward food justice", Washington: Sojourners, 2004. [Online] Available from <http://www.sojo.net/magazine/2004/07/toward-food-justice>. [Accessed: 11th May 2015].

STATISTICS CANADA, *Aboriginal peoples in Canada: First Nations people, Metis, and Inuit*, **2013A**, Modified 04 November 2015. Available from: <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-011-x/99-011-x2011001-eng.cfm>.

STATISTICS CANADA, 2011 National household survey, 2013b. Available from: <https://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=E&Geo1=CMA&Code1=915&Data=Count&SearchText=Kelowna&SearchType=Begins&SearchPR=01&A1=All&B1=All&GeoLevel=PR&GeoCode=915&TABID=1>. [Accessed: 10th November 2015].

TARASUK Valerie, "A critical examination of community-based responses to household food insecurity in Canada", *Health Education & Behavior: The Official Publication of the Society for Public Health Education*, Vol. 28 n°4, 487–499, 2001. Doi:10.1177/109019810102800408. [Accessed: 30th November 2014].

TARASUK Valerie, MITCHELL Andy, DACHNER Naomi, *Household food insecurity in Canada, 2012*, Toronto: Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF), 2012. Available from: <http://nutritionalsciences.lamp.utoronto.ca/>. [Accessed: 27th October 2014].

WAKEFIELD Sarah E. L., "Reflective action in the academy: Exploring praxis in critical geography using a 'food movement' case study", *Antipode*, Vol. 39, n°2, 331–354, 2007. Doi:10.1111/j.1467-8330.2007.00524.x. [Accessed: 5th May 2015].

WAKEFIELD Sarah, FLEMING Julie, KLASSEN Carla, SKINNER Ana, "Sweet charity?, revisited: Organizational responses to food insecurity in Hamilton and Toronto, Canada", *Critical Social Policy*, Vol.33, n°3, 427–450, 2012. Doi:10.1177/0261018312458487. [Accessed: 28th October 2014].

WEKERLE Gerda R., "Food justice movements: Policy, planning, and networks", *Journal of Planning Education and Research*, Vol. 23, n°4, 378–386, 2004. Doi:10.1177/0739456X04264886. [Accessed: 7th December 2014].

WELSH Jennifer, MACRAE Rod, "Food citizenship and community food security: Lessons from Toronto, Canada", *Canadian Journal of Development Studies/Revue Canadienne D'études Du Développement*, Vol.19, n°4, 237–255, 1998. Doi:10.1080/02255189.1998.9669786. [Accessed: 23rd January 2015].

WERKHEISER Ian, NOLL Samantha, "From food justice to a tool of the status quo: Three sub-movements within local food", *Journal of Agricultural and Environmental Ethic*, Vol. 27, n°2, 201-210, 2014. Doi:10.1007/s10806-013-9459-6. [Accessed: 23rd January 2015].

YOUNG Iris M., *Justice and the Politics of Difference*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 1990.